

Observatoire « Russie, Europe orientale et Caucase du Sud »

Débats stratégiques



Centre Russie/NEI

Note n° 33(66)
Janvier 2022

Points clés

- Le réarmement et la professionnalisation de l'armée progressent moins rapidement que ce qu'avance le ministère russe de la Défense.

- À court terme, il est peu probable que la Russie attaque l'Ukraine, au regard des négociations engagées avec Washington et du coût trop élevé pour Moscou d'une telle entreprise. À plus long terme, beaucoup dépendra du déroulement des pourparlers et de la position personnelle de V. Poutine.

- En cas d'échec des négociations avec l'Occident, Moscou pourrait augmenter la pression militaire sur celui-ci par de nouveaux déploiements d'armes et de troupes, et renforcer sa coopération avec Pékin, voire, selon certains experts, rompre totalement ses liens avec l'Occident et envahir l'Ukraine.

Capacités militaires

L'expert militaire indépendant **A. Golts remet en cause un récent rapport du ministre de la Défense S. Choïgou montrant les progrès enregistrés en 2021 par l'armée russe**, notamment la forte proportion d'équipements modernes dans la triade nucléaire russe (« 89 % ») et la professionnalisation de l'armée (« deux fois plus de militaires sous contrats que de conscrits »). L'expert souligne pour sa part les différents échecs et retards : le déploiement du sous-marin nucléaire lanceur d'engins *Souvorov*, attendu en 2021, est reporté à 2022, tout comme les essais du missile Sarmat. Le programme de construction de navires de surface n'a été rempli qu'à 70 %, avec quatre nouveaux bâtiments au lieu de six. Enfin, les forces armées totalisent bien moins d'hommes qu'annoncé (786 000 au lieu de 920 000), les différentes unités militaires demeurent vraisemblablement en sous-effectif et la part de contractuels est inférieure à celle revendiquée (1,5 fois plus que les conscrits et non deux) (*Republic*, 27 décembre 2021).

Russie-Occident/OTAN et l'escalade autour de l'Ukraine

Pour D. Trénine, du Centre Carnegie de Moscou, **l'amorce de négociations russo-américaines sur la sécurité européenne exclut une intervention militaire russe dans le Donbass dans le mois à venir**. Néanmoins, il est certain que l'Occident ne pourra pas répondre à l'essentiel des exigences russes, en particulier concernant l'arrêt de l'expansion de l'OTAN. À plus long terme, deux scénarios peuvent être envisagés, qui dépendront entièrement de l'évaluation de la situation par V. Poutine : 1) **scénario rationnel (le plus probable) : Moscou consentirait à une désescalade et mettrait en avant (pour éviter l'aveu d'échec) d'autres avancées du dialogue sur la sécurité avec Washington**, qui l'a « pris au sérieux » ; 2) **scénario de force : la Russie romprait avec l'Occident et s'allierait avec des pays tels que la Chine, l'Iran, mais aussi le Venezuela, Cuba et Nicaragua**. N'ayant plus rien à perdre, elle ferait preuve d'une grande agressivité à l'extérieur et pourrait reconnaître les républiques de Donetsk et de Lougansk, voire les intégrer dans l'État de l'Union russo-bélarusse. Elle pourrait même utiliser la force militaire pour renverser des régimes indésirables, y compris à Kiev, où un gouvernement fantoche serait mis en place. Il faut souligner qu'à la différence de l'annexion de la Crimée, une invasion

Points clés

- Certains experts préconisent de revenir au paradigme de la guerre froide et de dénoncer les traités existants (Charte de Paris, Acte fondateur OTAN-Russie).
- D'autres experts envisagent des compromis acceptables : création d'un couloir sécurisé entre la Russie et l'OTAN, possibilité pour les nouveaux membres d'intégrer l'Alliance sous des statuts spécifiques, application du volet sécuritaire des accords de Minsk.

de l'Ukraine entraînerait de nombreuses pertes humaines (*Fontanka*, 6 janvier 2022, *Kommersant*, 25 février 2022).

Pour I. Timofeïev, du Club Valdai, le coût d'une intervention militaire russe en Ukraine serait probablement prohibitif, notamment en cas de mise en œuvre de sanctions visant les exportations russes de pétrole. Par conséquent, **Moscou a plutôt intérêt à maintenir la menace d'une escalade en Ukraine** pour faire valoir ses revendications sécuritaires, sans toutefois la mettre en œuvre. Selon toute vraisemblance, l'Occident cherchera à amadouer la Russie en l'engageant dans un processus de négociations « interminable » sur la sécurité européenne. Cette approche pourrait fonctionner, à moins d'un incident qui (comme en 2014) pousserait Moscou à agir de façon irrationnelle. Il semble que Moscou soit perdant dans tous les scénarios (invasion russe du Donbass, renforcement des menaces mutuelles, « enfumage » de la Russie par le dialogue avec l'Occident) (*Club Valdai*, 10 janvier 2022).

I. Gretski, de l'université de Saint-Petersbourg, estime qu'au vu de l'intégration des élites russes à la mondialisation (comptes et actifs à l'étranger), le discours belliqueux de Moscou a peu de chances de se concrétiser. En outre, **la Russie mise sur l'effet de surprise dans ses opérations extérieures ; dès lors, « plus elle pose d'ultimatums, moins l'agression est probable »**. De son côté, Moscou aurait davantage intérêt à se concentrer sur les facteurs de troubles intérieurs potentiels que constituent la paupérisation de la population et les séparatismes régionaux (*Republic*, 15 janvier 2022).

D. Rogouliev, de l'Université d'État de Moscou (MGU), estime que **les évacuations de personnels des ambassades occidentales en Ukraine relèvent de l'opération de communication**, l'OTAN se montrant ainsi prêt à affronter ou même à alimenter une escalade. Or, ce soutien affiché pourrait inciter Kiev à prendre des risques, alors que l'Alliance ne viendra pas à son secours en cas d'intervention militaire russe (*Vedomosti*, 24 janvier 2022).

Selon D. Souslov (Club Valdai, Haut collège d'économie), **Moscou doit renoncer au dialogue avec Washington et l'OTAN sous sa forme actuelle. Il lui faut reconnaître que les deux camps sont des adversaires (*protivniki*)** et abandonner la rhétorique hypocrite de « partenariat » et de « Grande Europe ». La Russie doit désavouer la Charte de Paris de 1990, rompre l'Acte fondateur OTAN-Russie, et revenir aux règles du jeu de la guerre froide : équilibre des forces, dilemmes de sécurité, coexistence pacifique. Les adversaires doivent respecter leurs « lignes rouges » réciproques. En particulier, **tant que l'OTAN n'aura pas renoncé officiellement à accueillir de nouveaux membres, Moscou doit, d'une part, accroître les tensions militaires avec l'Alliance, et, d'autre part, initier un rapprochement militaire avec la Chine**. En revanche, une agression russe contre l'Ukraine n'aurait pas d'intérêt : elle ne menacerait pas la sécurité des États-Unis et de leurs alliés, qui resteraient probablement en retrait (*Kommersant*, 14 janvier 2022).

A. Kortounov, du RIAC, met en garde contre une telle « thérapie de choc » (voir l'article de D. Souslov), qui comporte des risques trop élevés et pourrait se retourner contre Moscou. En revanche, **il serait opportun de mettre en place des mesures de confiance le long de la « ligne de front Russie-OTAN », où les activités militaires seraient soumises à un régime spécial**, avec des règles de transparence renforcées et des canaux de communication d'urgence entre les militaires des deux camps. En outre, il faudrait reprendre les travaux du Conseil Russie-OTAN, y compris au niveau des militaires, et travailler à un nouveau traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Concernant l'adhésion de nouveaux pays à l'OTAN, le modèle français des années 1966-2009 (statut de membre sans participation au

Points clés

- La médiation proposée par Ankara sur le dossier russo-ukrainien n'intéresserait Moscou qu'en dernier recours.
- Les experts abordent avec scepticisme les spéculations selon lesquelles Moscou miserait sur E. Mouraïev, politicien ukrainien de faible envergure, pour diriger l'Ukraine sous occupation russe.
- Kiev n'avancera pas sur la question du Donbass sans proposer de compromis. Il pourrait notamment réfléchir à une mise en place « hybride » des accords de Minsk.
- Le rôle de Paris diminue tandis que Washington et Berlin s'imposent dans les négociations sur l'Ukraine.

commandement militaire intégré) pourrait servir de base à des compromis acceptables. En outre, il faudrait proposer aux États des alternatives à l'OTAN pour assurer leur sécurité. **Vis-à-vis du Donbass, la priorité serait de stabiliser la frontière russo-ukrainienne par la mise en œuvre du volet sécuritaire des accords de Minsk** (cessez-le-feu, retrait des armements lourds, renforcement de la mission de l'OSCE) (*Ekho Moskvy*, 11 janvier 2022 ; *Centre Carnegie de Moscou*, 17 janvier 2022).

Selon T. Stanovaïa, de *R-Politik*, **Moscou ignorera probablement la proposition d'une médiation turque entre la Russie et l'Ukraine**, formulée par Ankara en janvier. V. Poutine refusera tout dialogue avec V. Zelensky tant que le volet politique du processus de Minsk n'aura pas été mis en œuvre. Surtout, vu de Russie, l'Ukraine ne représente qu'un élément de la confrontation plus large avec les États-Unis, lesquels sont à ce titre l'interlocuteur clé. Iou. Mavachev, directeur du Centre d'étude de la nouvelle Turquie, estime que la proposition turque est principalement dictée par la volonté d'Ankara de se mettre en avant sur la scène internationale. Néanmoins, **Moscou pourrait y trouver un intérêt en cas de blocage des autres formats de négociation** (*Nezavisimaïa Gazeta*, 19 janvier 2022 ; *Izvestia*, 24 janvier 2021).

Selon G. Tchijov, coordinateur du groupe d'experts Evropeïski Dialog (Kiev), la rumeur (révélée par le ministère britannique des Affaires étrangères) **selon laquelle la Russie envisagerait d'envahir l'Ukraine et de placer à sa tête l'ancien député prorusse E. Mouraïev a sans doute été répandue délibérément par Moscou** afin de maintenir l'Occident et Kiev sous pression. E. Mouraïev n'est qu'un politicien de second rang, qui ne pourrait sérieusement pas prétendre au pouvoir. Ses liens réels avec Moscou sont même incertains. E. Mouraïev adopte certes une attitude non-agressive à l'égard de la Russie, mais il faut rappeler qu'il se trouve sous sanctions russes. A. Makarkine, du Haut collège d'économie, estime pour sa part que **V. Medvedchouk, le dirigeant du parti prorusse « Plateforme d'opposition – Pour la vie » (en perte de vitesse), reste le partenaire principal de Moscou** (*Vedomosti*, 23 janvier 2022).

Pour P. Klimkine, ancien ministre des affaires étrangères ukrainien, la marge de manœuvre de Kiev sur le dossier du Donbass s'est considérablement réduite. **Les nombreux liens tissés entre la Russie et les républiques séparatistes** (distribution de passeports, cooptation des élites, intégration commerciale) **rendront difficile la réintégration de la région à l'Ukraine**. Kiev doit désormais proposer des initiatives qui lui permettront d'avancer, de diminuer les tensions avec la Russie et de montrer sa bonne volonté aux Occidentaux. **Un compromis pourrait résider dans une mise en place « hybride » des accords de Minsk** : les volets militaire et politique seraient appliqués progressivement et concomitamment, et non successivement. Certes, dans ce cas de figure, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à l'UE resterait suspendue, au moins jusqu'à un changement de gouvernement russe (*Zn.ua*, 6 janvier 2022).

Selon la rédaction d'*Izvestia*, un axe Washington-Berlin-Kiev-Moscou pour la résolution du conflit dans le Donbass semble s'esquisser, alors que les négociations du format « Normandie » sont *de facto* gelées et que Paris s'efface (*Izvestia*, 20 janvier 2022).

Espace postsoviétique et « révolutions de couleur »

Pour l'expert des relations internationales V. Ladoguine, de Russtrat proche de l'administration présidentielle, **la Russie doit se préparer à ce que l'Occident foment des troubles en Ukraine au cours de l'année 2022, mais aussi en Transnistrie et en Asie centrale**. L'objectif serait de pousser Moscou à intervenir militairement et à lui imposer par la suite des sanctions financières et commerciales qui bloqueraient le développement économique russe. Les émeutes de janvier au

Points clés

- Certains experts considèrent que le déploiement d'armes nucléaires russes au Bélarus serait trop contraignant et dépourvu d'intérêt militaire pour que Moscou ne l'envisage. D'autres soulignent au contraire qu'acheminer des missiles vers le Bélarus voisin serait plus simple que vers l'enclave de Kaliningrad.
- Les exercices militaires russo-bélarusses de février permettront à Minsk d'affirmer sa loyauté à Moscou et d'assurer la stabilité intérieure. Ces manœuvres se déroulent à l'approche du référendum pour la réforme constitutionnelle, qui renforcera encore les pouvoirs d'A. Loukachenka.
- Moscou espère une reprise fructueuse des pourparlers entre Chisinau et Tiraspol pour convaincre Kiev de discuter avec les séparatistes du Donbass.

Kazakhstan relèvent probablement de cette stratégie, même si elles s'accompagnaient de revendications socioéconomiques intérieures ; de fait, **dans le monde actuel, aucun « soulèvement populaire » n'émerge sans le soutien de forces extérieures** (*Russtrat*, 8 janvier 2021).

Bélarus

K. Eggert, rédacteur en chef du service russe de la BBC à Moscou, observe que **le projet de Constitution bélarusse conforte l'omnipotence du président** : celui-ci pourra nommer les membres de l'Assemblée populaire, qui désigne, notamment, la composition de la Commission électorale. A. Loukachenka pourrait être réélu jusqu'en 2035. En matière de politique étrangère, **la disposition, selon laquelle le Bélarus « exclut toute agression militaire depuis son territoire contre d'autres États » est ambivalente** : le terme d'« agression » maintient la possibilité de conduire une intervention militaire à visée prétendument défensive ou humanitaire, dans le Donbass, notamment (*Snob*, 29 décembre 2021).

Pour l'expert militaire de *Novaïa Gazeta* P. Felgengauer, **les propos d'officiels russes envisageant un déploiement d'armes nucléaires au Bélarus (réclamé par A. Loukachenka) ont peu de chances de se traduire en actes**. Les bénéfices militaires seraient faibles (le territoire de Kaliningrad est mieux situé à cet égard), et les inconvénients nombreux : Moscou devrait assumer le coût du déploiement et de l'entretien, Minsk exigerait probablement un droit de veto, et la Russie pourrait difficilement retirer ses systèmes en cas de dégradation de la relation bilatérale. D. Trénine souligne cependant qu'**il serait plus facile de déployer des missiles au Bélarus voisin que d'en acheminer de nouveaux vers le territoire enclavé de Kaliningrad** (*Novaïa Gazeta*, 20 décembre 2021).

A. Chraïbman, du Centre Carnegie de Moscou, estime que l'organisation d'exercices militaires conjoints avec la Russie au Bélarus (du 10 au 20 février) permet à A. Loukachenka de démontrer sa loyauté au Kremlin (y compris contre l'OTAN), alors que le Bélarus recule toujours devant une intégration politique russo-bélarusse et l'établissement de bases militaires russes permanentes sur son sol. En outre, **ces manœuvres pourraient répondre à un objectif intérieur : dissuader d'éventuelles contestations ou provocations dans la perspective du référendum constitutionnel** prévu le 27 février. Pour A. Ermakov, du RIAC, **les troupes mobilisées lors des exercices, de l'ordre de 15 bataillons, ne seront pas suffisantes pour conduire une offensive vers l'Ukraine**. Ces manœuvres sont avant tout une opération de communication destinée à effrayer l'Occident (*Kommersant*, 17 janvier 2022 ; *Vedomosti*, 24 janvier 2022).

Moldavie

Pour V. Soloviev, de *Kommersant*, la Russie se réjouit de la nomination récente d'O. Serebrian, considéré comme pragmatique, en tant que négociateur moldave pour la résolution du conflit en Transnistrie (après deux mois où ce poste était resté vacant). **Si des avancées étaient obtenues dans les négociations entre Chisinau et Tiraspol, Kiev pourrait être incité à instaurer également un dialogue direct avec les représentants des républiques de Donetsk et de Lougansk**, ce à quoi il s'est toujours refusé (*Kommersant*, 19 janvier 2022).

Balkans

Pour G. Gabrielian, de *Novaïa Gazeta*, **le soutien de Moscou aux nationalistes sécessionnistes serbes de Bosnie (de la propagande aux livraisons d'armes lourdes) accroît le risque d'une nouvelle guerre dans les Balkans**. Le président

Points clés

- Le potentiel déstabilisateur de Moscou dans les Balkans, tout particulièrement en Bosnie-Herzégovine, ne doit pas être sous-estimé.
- La fin de la crise au Kazakhstan voit le président Tokaïev renforcé en interne. Pour autant, les problèmes structurels du Kazakhstan, qui étaient à l'origine des contestations massives, demeurent.
- Moscou pourrait conserver une influence durable sur le pays, quelles qu'en soient les évolutions politiques. Une russification des élites kazakhstanaïses pourrait s'amorcer.
- L'OTSC retrouve une certaine crédibilité, bien que la présence russe y soit disproportionnée. Moscou pourrait utiliser cette organisation pour conférer une apparence de légitimité à de futures interventions extérieures du même type.

de la Serbie A. Voutchitch adopte sur ce dossier une position prudente, conforme à la ligne occidentale ; en outre, sa réélection en avril n'est pas assurée. Dans ce contexte, Moscou pourrait chercher à promouvoir davantage M. Dodik, l'actuel président de la Republika Srpska, qui a aussi les faveurs de Pékin. Pour contenir l'influence perturbatrice russe et prévenir l'embrasement, l'Europe et l'OTAN devraient déployer des forces de lutte contre la « guerre hybride » (comme au Monténégro en 2019) et des soldats de maintien de la paix dans les zones sensibles de Bosnie-Herzégovine (*Radio Sloboda*, 18 janvier 2022).

Asie centrale

Selon A. Gabouïev et T. Oumarov, du Centre Carnegie de Moscou, la crise politique de début janvier au Kazakhstan met fin à l'ère Nazarbaïev. K.-J. Tokaïev, qui n'a probablement pas cherché à provoquer les manifestations, en a cependant profité pour mettre un terme à la direction bicéphale du pays en évinçant l'ancien président et plusieurs piliers de son régime. **Les deux « vainqueurs » de cette crise sont le président Tokaïev, qui affirme et consolide son pouvoir, ainsi que Moscou, qui apparaît comme un soutien incontournable du Kazakhstan et, plus largement, comme un pourvoyeur de sécurité essentiel en Asie centrale**, reléguant au second plan les partenaires chinois, turc et américain. Par ailleurs, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), mobilisée pour rétablir l'ordre, a retrouvé une certaine crédibilité, écornée par son inaction lors du conflit du Haut-Karabagh fin 2021. L'intervention, puis le retrait rapide de cette force, montre la capacité de K.-J. Tokaïev à obtenir l'aide de Moscou tout en conservant son autonomie, ce qui limite le risque de contestation par les nationalistes kazakhs. En revanche, il est peu probable que le gouvernement kazakhstanaïse adopte des réformes structurelles susceptibles de s'attaquer aux racines du mécontentement populaire, notamment aux inégalités économiques. Le caractère répressif du régime devrait s'accroître. Par ailleurs, la victoire du président Tokaïev pourrait s'avérer précaire : la loyauté des élites, et en particulier au sein des structures de forces, ne lui est pas assurée, et les proches de Nazarbaïev peuvent encore lui causer du tort (*Centre Carnegie de Moscou*, 7 janvier 2022 ; *Centre Carnegie de Moscou*, 14 janvier 2022).

F. Loukianov, rédacteur en chef de *Russia in Global Affairs*, livre ses observations relatives à la crise au Kazakhstan : 1) lors de la contestation des élections au Bélarus en 2020, la Russie s'était contentée d'un avertissement ; au Kazakhstan, elle a pris l'initiative d'une intervention militaire rapide, probablement par crainte d'une incapacité des autorités kazakhstanaïses à faire face ; 2) **la Russie s'impose comme garante de la sécurité du Kazakhstan ; si elle reste en retrait de la dynamique politique intérieure, elle pourra obliger tout gouvernement kazakhstanaïse à tenir compte du « facteur russe »** ; 3) **le recours à l'OTSC comme couverture à une intervention russe (de facto) crée un précédent**, qui pourrait être répliqué dans d'autres pays ; 4) tandis que les frontières entre extérieur et intérieur se floutent dans les conflits internationaux, Moscou inaugure une forme de devoir d'ingérence motivé par la menace de *regime change* ; 5) enfin, l'intervention russe arrive à point nommé, à la veille des négociations avec les États-Unis sur la sécurité continentale : la Russie a rappelé sa capacité à influencer les processus nationaux en prenant des initiatives rapides et inattendues dans la sphère militaro-politique (*Profile*, 6 janvier 2022).

K. Sonine (Haut collègue d'économie, université de Chicago) estime que les émeutes de janvier et l'intervention des troupes russes *via* l'OTSC marquent la fin du projet de construction d'un État-nation kazakh autonome. La richesse du pays n'a pas permis de fonder des institutions viables. Selon toute vraisemblance, **le Kazakhstan sera désormais soumis à un contrôle politique accru de la Russie**, qui devrait

Points clés

- Un abandon de l'Ukraine par l'Occident pourrait inciter la Chine à se montrer plus offensive en Asie.
- Un front sino-russe contre l'Occident peut s'avérer utile dans la situation actuelle, mais à plus long terme, quand la Chine sera devenue trop puissante, la Russie pourrait avoir besoin de partenaires occidentaux.
- La Russie peut, à l'instar de la Chine, s'imposer comme un acteur commercial significatif en Afrique et y concurrencer l'Occident.
- Les (para)militaires russes pourraient parvenir à restaurer la stabilité au Mali, en adoptant une posture neutre et en négociant avec certains groupes islamistes. De nombreux pays d'Afrique pourraient alors être tentés par un rapprochement politico-sécuritaire et économique avec la Russie.

notamment se matérialiser par une « russification » progressive des élites. Des scénarios de déstabilisation sont envisageables, comme la répression (avec l'aide de la Russie) des mouvements nationalistes ou une compétition intra-élitaire impliquant la Russie et la Chine (*Rossiia v Globalnoi Politike*, 7 janvier 2022).

Asie

S. Korsounski, ambassadeur de l'Ukraine au Japon, estime qu'**un manque de fermeté occidentale sur le dossier ukrainien vis-à-vis de la Russie inciterait la Chine à imposer son « ordre » par la voie militaire en Asie**. Moscou et Pékin pourraient s'associer pour combler le vide laissé par le désengagement global américain. Les Jeux olympiques de Pékin (en février) et la commémoration des 100 ans de la création de l'Union soviétique (en décembre) sont deux événements propices à des démonstrations d'amitié et de force entre les deux pays (*Zn.ua*, 18 janvier 2022).

Selon S. Karaganov (Conseil de politique étrangère et de défense, RIAC), **en cas de sanctions américaines dans les prochains mois, la Russie pourrait renforcer sa coopération militaire et politique avec la Chine, notamment dans le domaine cyber, pour fragiliser les économies et les sociétés occidentales**. Cependant, dans une dizaine d'années, les relations russo-occidentales pourraient connaître une amélioration si la guerre est évitée. À cet horizon, le déséquilibre Russie/Chine se sera encore accentué, et Moscou aura alors besoin de nouveaux alliés (*Rossiia v Globalnoi Politike*, 19 janvier 2022).

Afrique

Pour N. Piskounova, de l'Université d'État de Moscou (MGU), la manifestation du 16 décembre à Bamako en soutien à la Russie n'est pas surprenante, car le retrait progressif des militaires français crée un vide et une aspiration à l'intervention d'un nouvel acteur. **La Russie pourrait en effet être en mesure de restaurer la sécurité au Mali. Elle devrait cependant s'abstenir de suivre le scénario français de sur-implication et d'enlèvement, mais s'afficher comme un observateur neutre, pourvoyeur d'aide humanitaire et de stabilité**. Pour l'expert militaire (sans affiliation connue) A. Prokaev, si l'armée russe se rend au Mali, elle devra aussi prendre des initiatives dans le domaine politique. En particulier, des négociations pourraient être engagées avec certains groupes islamistes relativement modérés (hormis l'État islamique). Quoiqu'il en soit, **une mission rapidement réussie au Mali améliorerait considérablement l'image de la Russie en Afrique. De nombreux pays d'Afrique de l'Ouest feraient alors appel à ses services de maintien de la paix**. Des coopérations économiques et militaires étroites, notamment en matière de renseignement, pourraient s'instaurer. En outre, ces pays appuieraient Moscou dans les instances internationales. Il faut cependant s'attendre à ce que Paris cherche à nuire à l'opération russe en soutenant, par exemple, les peuples touaregs et peuls, hostiles à Bamako (NDLR : les experts ne précisent pas s'ils parlent des sociétés militaires privées ou des forces régulières russes) (*Vzglyad*, 16 janvier 2022).

Pour A. Zotine, de l'Université d'État des sciences humaines de Russie (RGGU), **les industriels russes doivent miser sur le marché africain**, qui propose des conditions réglementaires bien moins contraignantes que celles d'autres territoires en voie de développement (y compris l'Inde), et dont la classe moyenne aura triplé à l'horizon 2025. Le continent connaît une pénurie d'entreprises de hautes et moyennes technologies (écrans LCD, panneaux solaires, climatiseurs, équipements de télécommunications, électronique, turbines, etc.). La Russie doit prendre exemple sur la Chine et s'imposer dans ces domaines, où l'offre occidentale est peu compétitive

Points clés

- Les opérations cyber seront plus déterminantes que les affrontements armés traditionnels dans les conflits à venir. La Russie doit se doter de forces adéquates.

(*Club Valdai*, 29 décembre 2021).

Cyber

Pour le docteur en sciences militaires Iou. Starodoubtsev et les officiers P. Zakalkine et S. Ivanov, **les opérations dans le cyberspace sont amenées à supplanter progressivement les actions militaires traditionnelles** dans les conflits contemporains. Le retard actuel de la Russie en la matière entraînera donc, à long terme, des conséquences comparables à une défaite dans la « course aux armements », et la rendra vulnérable aux tentatives de changement de régime. Dès lors, **la Russie doit se doter d'une Force cyber (au même titre que l'armée de Terre, la Marine ou les Forces aérospatiales)**, dont les missions incluront la protection permanente du cyberspace russe dans son ensemble, en particulier des infrastructures critiques de l'État (y compris énergétiques), ainsi que la conduite d'opérations offensives et défensives. Les sociétés multinationales, dont certaines disposent de moyens supérieurs à ceux de nombreux États, sont des adversaires potentiels et devront faire l'objet d'une attention particulière (*Voïennaïa Mysl*, 29 décembre 2021).